

[Text]

brini est venu ici la semaine dernière avec le Conseil canadien du porc que nous avons vu dans toute son ampleur la situation canadienne au niveau de la stabilisation des prix.

• 1055

Assis à votre place, le président du Conseil canadien du porc nous a dit: Je vous présente mon mémoire et je ne vous fais pas de représentations, parce que je ne suis pas capable. Quatre provinces sont favorables à la stabilisation et approuvent le schéma général du projet de loi, et les six autres provinces membres du Conseil, dont le Québec, ne sont pas d'accord. On vous met cela sur la table. Débrouillez-vous.

Monsieur le président, une chose est importante. Ce n'est pas le gouvernement fédéral qui, jusqu'à un certain point, présente un projet de loi qu'il veut imposer à tout le monde. Ce sont des provinces qui regroupent en ce moment une majorité de producteurs qui veulent avoir une stabilisation au niveau national. Je suis un peu désolé de constater que la seule unanimité qu'on a au Québec, c'est d'être contre. Ce n'est pas à nous que vous devriez dire cela, jusqu'à un certain point. Vous avez eu beaucoup de discussions à ce sujet, tant avec moi qu'avec d'autres de la députation du Québec. Ce n'est pas la première fois qu'on discute de cette question-là. Cela ne donne absolument rien de mettre sur table des arguments qui n'ont aucune chance de convaincre les autres provinces. Fondamentalement, ce sont les producteurs de tout le Canada qui doivent se réunir dans un régime commun. S'il y a seulement trois provinces qui sont prêtes à adopter une position comme celle du Québec et qu'elles ne ne comptent pas 50 p. 100 de la production nationale... Ce qui est important, c'est que les provinces comme l'Ontario, l'Alberta, le Québec et la Colombie-Britannique adhèrent toutes ensemble à un programme. Ce sont les provinces qui ont demandé au gouvernement fédéral de présenter ce projet de loi et qui se sont entendues sur un certain nombre de facteurs. Je comprends qu'il y a des divergences, monsieur le président. Monsieur Proulx, vous savez que ce ne sera pas facile. On connaît tous ces arguments-là. Où se retrouvera-t-on demain matin? Les arguments que vous nous présentez, vous en avez sans doute discuté avec des gens des autres provinces. Vous faites partie de la Fédération canadienne de l'agriculture; vous faites tous individuellement partie de conseils, dans chacune de vos productions. M. Scalabrini fait partie du Conseil canadien du porc. La semaine dernière, après de nombreuses discussions, le président, M. Scalabrini et bien d'autres ont dit: On n'a pas réussi à s'entendre; on ne réussit pas à s'entendre là-dessus. Le fédéral ne peut pas s'entendre à votre place. Il faut que ce soit les producteurs qui s'entendent sur une forme de stabilisation. Le minimum, c'est ce que nous avons sur la table. C'est un minimum sur lequel des producteurs canadiens se sont entendus.

À mon avis, pour qu'on présente autre chose, il faut absolument que vous nous présentiez une solution de rechange, avec des gens qui sont d'accord. Sans cela, on ne va nulle part. Mais on dit simplement: On est contre, on met cela à la poubelle et on en reparlera dans dix ans. Entre-temps, cela ne changera absolument rien à la situation des producteurs de porc, des producteurs d'agneau et des producteurs de bœuf.

[Translation]

Council, we were able to get a comprehensive overview of the price stabilization system in Canada.

Sitting right where you are sitting now, the Chairman of the Canadian Pork Council said: I am presenting my brief, but I will not make representations, because I am not able to. Four provinces are in favour of stabilization and approve of what is outlined in the legislation and six other member provinces, including Quebec, are against it. We are telling you that that is the way it is. Do what you can.

One thing is important, Mr. Chairman. The federal government is not tabling a piece of legislation that it wants to impose on everyone. It is the provinces who represent the majority of producers who want stabilization at the national level. I am sorry to say that the only thing they agree on in Quebec is that they are against it. In a way, we are not the ones you should be telling this to. You have had a lot of discussions on this subject, both with me and with other members from Quebec. We have discussed the issue before. It is absolutely pointless to present arguments that will never convince the other provinces. Basically, Canadian producers have to get together under one system. If only three provinces are willing to take a stand like Quebec and they do not represent 50% of domestic production... The important thing is that provinces like Ontario, Alberta, Quebec and British Columbia all participate in a program. It is the provinces who ask the federal government to table legislation and who agreed on certain factors. I realize that there are difference of opinion, Mr. Chairman. You know, Mr. Proulx, that it will not be easy. We have heard all of those arguments. Where will we be tomorrow? You no doubt discussed the arguments that you have presented today with people from the other provinces. You are a member of the Canadian Federation of Agriculture; each of you belong to a council in your particular sector. Mr. Scalabrini is a member of the Canadian Pork Council. Last week, after discussing it at length, the chairman, Mr. Scalabrini, and many others, said: we have not managed to agree on this. The federal government cannot reach a consensus for you. Producers have to agree on a form of stabilization. What we have on the table is a basic minimum. It is all Canadian producers manage to agree on.

If you want us to table something else, you have to propose an alternate solution, one that was agreed on. Otherwise, we will not get anywhere. But you are saying: we are against it, throw it out and we will look at it again in 10 years. In the meantime, pork, lamb and beef producers will find themselves in exactly the same situation. Exactly the same! We will not change anything by destroying stabilization and programs that